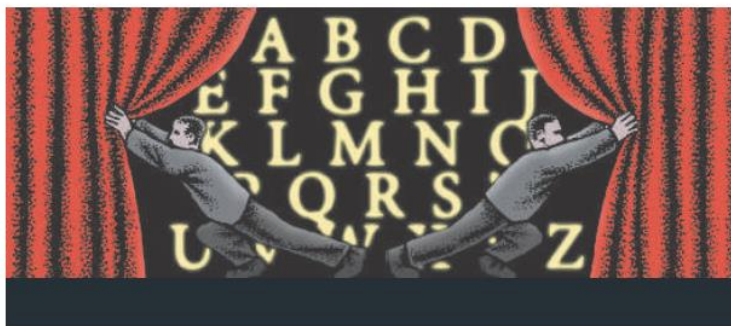


LUXEMBOURG

Trois langues et un idiome national à protéger

Cosmopolite et multilingue, ce petit pays ne s'en pose pas moins des questions fondamentales sur le statut à accorder à sa langue originelle, un idiome proche de l'allemand.



Dessin de Vlahovic, Serbie

chaque jour. La planète entière est réunie sur quelques kilomètres carrés.” Jacques Hillion, rédacteur en chef du Jeudi, un hebdomadaire francophone, nous fait le tour du propriétaire, commente “le” débat du moment au Grand Duché : faut-il sauver la langue luxembourgeoise ? “Sauver ? Allons, le luxembourgeois n’est pas menacé. Que du contraire ! Le cosmopolitisme est désormais la marque de fabrique du Luxembourg mais la langue originelle du pays n’a jamais été aussi vivante.” Alors que le français, l’allemand et – de plus en plus – l’anglais sont les langues de communication par défaut, le luxembourgeois est de fait “la” langue d’intégration. Le sociolinguiste Fernand Fehlen confirme : “Le luxembourgeois ne survit que parce que les frontaliers et les résidents ‘étrangers’ l’apprennent en masse.” Jusque dans les années 1970, l’emploi du français était le signe de ralliement des élus et des élites face à un “dialecte germanique” davantage l’apanage des campagnes. Aujourd’hui, les mêmes débattent, dissertent, s’engueulent en... luxembourgeois. Et n’oseraient plus faire autrement. Racines. Pourtant, dans le même temps, le petit pays est traversé par de profondes divergences sur la primauté à accorder, ou non, à la langue originelle. Si le feu couve depuis quelques décennies – en fait depuis les vagues migratoires et frontalières –, le référendum de 2015 a jeté un regard cru sur la légendaire tradition d’accueil des Luxembourgeois. À la question de savoir s’il était opportun d’accorder le droit de vote aux résidents non luxembourgeois pour les élections législatives, près de 80 % des citoyens luxembourgeois ont répondu “non”. Nouveau regard cru fin 2016 lorsque la commission des “pétitions” (un système officiel qui permet de solliciter l’avis des citoyens sur des problèmes de société) est saisie coup sur coup de deux revendications antagonistes. La première plaide pour faire du luxembourgeois la première langue administrative et judiciaire du pays, qu’à tout le moins on la mette sur un même pied que le français et l’allemand. La seconde s’oppose à l’idée et plaide, elle, pour un pays multilingue. L’une et l’autre ont recueilli suffisamment de signatures pour contraindre légalement le Parlement à débattre de la question. Tout en donnant lieu à des débats enflammés sur les réseaux sociaux, eux-mêmes porteurs de tentatives de récupération par des mouvements nationalistes. [Une troisième pétition a atteint mi-avril les 4 500 signatures

—Le Soir - Bruxelles

Vous avez fait votre choix pour les plats ? Wëst der schonn, wat der wëllt ?” Luxembourg-ville, dans cette brasserie du quartier populaire de Bonnevoie, le grand tableau noir affiche le menu en luxembourgeois. La carte papier est bilingue. Et la serveuse – au minimum trilingue – donne l’impression de s’adresser à chacun de ses clients dans sa langue maternelle. Avec le sourire. Bonnevoie, à un jet de pierre du centre-ville, c’est à lui seul une tour de Babel. “Au moins 150 nationalités se croisent ici

nécessaires : elle s'oppose à l'initiation des enfants au français dès la crèche.] "Le fond du problème est très simple, poursuit Jacques Hillion. La société luxembourgeoise change très vite : 576 000 habitants aujourd'hui contre 400 000 voici vingt-cinq ans. Alors que le pays accueille 10 000 personnes en plus chaque année, on se rapproche du jour où la moitié de la population ne sera pas de nationalité luxembourgeoise (NDLR : 45 % sont d'origine étrangère aujourd'hui, essentiellement belge, française, allemande, cap-verdienne, portugaise...). Le tout sans compter les 180 000 travailleurs qui traversent chaque jour la frontière. Le pays change très vite, donc, et avec lui les habitudes langagières." Avant, tout était très fixé : le luxembourgeois était la langue de l'administration, de la famille, des cours d'école et des campagnes, tandis que le français était la langue de la justice et des élites. Sous la pression démographique, les lignes bougent, particulièrement chez les jeunes générations, où l'allemand tend à prendre le pas sur le français, où les réseaux sociaux rendent au luxembourgeois une place de choix, où l'anglais fait figure de langue universelle. À moins que la langue universelle ne soit ce "sabir que les ados parlent à la sortie des écoles, un joyeux mélange de quatre ou cinq langues en quelques phrases". Un sabir qui cache mal un système scolaire où la clef de voûte s'appelle multilinguisme : à 18 ans, le jeune Luxembourgeois est capable de se débrouiller en allemand, en français, en anglais et accessoirement en luxembourgeois, que l'école n'apprend d'ailleurs pas. À y perdre... son latin. Ou à tout le moins ses racines. C'est précisément ce que craignent aujourd'hui les défenseurs de la langue luxembourgeoise. Un peu comme si dans une société au multi culturalisme exacerbé la langue originelle devenait le dernier rempart, la bouée qui ramène indéniablement vers la terre maternelle. Pragmatisme. Au risque de virer au combat identitaire voire nationaliste ? Robert Dennewald, industriel et ex-président de la très puissante Fedil (la fédération patronale luxembourgeoise), n'y croit pas. Pas plus qu'il ne croit à un pays qui se replierait sur son idiome national. "Le débat est davantage une question de tradition, de culture que de nationalisme. Oui, la langue luxembourgeoise est importante pour notre petit pays, mais comme acteur économique, il me faut être réaliste, c'est le plurilinguisme qui me paraît intéressant. La langue est une de nos forces mais elle ne doit en aucun cas devenir un facteur discriminatoire pour ceux qui travaillent au Luxembourg. C'est une bonne chose de favoriser son apprentissage mais il faut reconnaître qu'elle n'a jamais été un facteur de non-intégration." Pragmatique, le gouvernement de Xavier Bettel vient de dévoiler un plan stratégique pour la promotion de la langue originelle. Quarante mesures, dont l'inscription du luxembourgeois dans la Constitution, la création d'un poste de commissaire à la langue, la demande de reconnaissance comme langue officielle de l'Union européenne, l'ouverture d'un cours de luxembourgeois dans les lycées... L'encre du plan était à peine sèche que le ministre [de l'Éducation nationale] Meisch en détaillait un des axes forts : un programme d'éducation plurilingue dans les crèches. Ce qui suppose, commente-il, une "familiarisation des jeunes enfants avec le luxembourgeois comme langue d'intégration", mais aussi une "mise en contact naturelle avec le français, qui fait partie de la réalité linguistique et scolaire du pays". Quand on vous parlait de pragmatisme...